



Contribution de la SEPANSO

Débat Public sur le Projet de Terminal Méthanier du Verdon

Le problème écologique majeur de ces dernières années est celui du Changement Climatique de la planète. Un changement dont la vitesse surprend actuellement les spécialistes, et les incite à obtenir du monde politique des engagements correctifs les plus rapides possible. Ce changement climatique est en effet provoqué par la croissance de l'effet de serre dans l'atmosphère terrestre, cette croissance étant elle-même issue de l'accumulation d'énormes quantités de gaz à effet de serre (GES) qu'a provoqué l'usage par l'homme des combustibles fossiles – charbon, hydrocarbures, méthanes d'origines diverses - un usage croissant exponentiellement depuis le XIXe siècle.

Une problématique incontournable : le Changement Climatique

Cette situation, confirmée aujourd'hui de façon indiscutable par les rapports du Groupe International des Experts du Climat (GIEC, 2006 et 2007) et par celui de Sir Nicholas Stern (2006) mais aussi par ceux des parlementaires français, comme ceux de J.Y Le Déaut et N. Kosciusko-Morizet (2006), ou de P. Laffitte et C. Saunier (2006), avait conduit un grand nombre de pays à tenter de contrer ce phénomène il y a déjà dix ans, à travers l'engagement de la communauté internationale dans le Protocole de Kyoto (1997) et une série de processus de maîtrise des émissions de GES (mesures techniques, marché de quotas d'émissions, etc).

Cela a conduit les pays industrialisés, dont la France, à porter une attention majeure à la maîtrise et la diminution de ces rejets. En ce qui le concerne, notre pays s'est fixé un objectif précis : celui de diminuer d'un facteur 4 ses émissions de GES d'ici 2050.

Néanmoins, ces dernières années, certaines entreprises sont tentées de se tourner à nouveau vers les combustibles fossiles - en particulier vers le charbon et le gaz naturel - au motif que des techniques de piégeage du CO₂ (qui est un des principaux GES issus de leur combustion) seraient désormais en voie d'acquisition.

Pourtant, les réserves exprimées sur cette voie technologique, encore tout juste au stade expérimental, sont considérables¹. Et en ce qui les concerne, en application légitime du principe de précaution inscrit dans la Constitution, les associations de protection de l'environnement se sont, dans l'état actuel de cette voie technologique, nettement opposées à un retour en grâce du charbon et des hydrocarbures (dont le gaz), un retour qu'elles estiment hautement prématuré.

Une politique énergétique réelle en totale contradiction avec la théorie politique affichée

Or, ignorant délibérément ces insuffisances, mais conscientes de la vulnérabilité du parc des centrales nucléaires françaises (pour leur majorité construites sur des fleuves ou rivières dont elles sont tributaires pour leur refroidissement, et donc limitées dans leur recours à cette solution en cas de canicule, ainsi qu'on a pu le voir en 2003), des compagnies productrices d'électricité ont récemment programmé sur le territoire national la mise en œuvre de 10.000 MW nouveaux - Gaz de France pour 1430 MW, Poweo pour 2800 MW, SNET pour 2000

¹ Stockage du CO₂ – De lourds obstacles à franchir. (Journal de l'Environnement, 29 Mars 2007)

MW, Suez pour 840 MW, et enfin EDF pour 3100 MW – et la construction – pour GDF seul - de 23 centrales électriques à gaz. Or, ainsi que le note M. Hervé Kempf dans un article sur ce sujet, paru dans « *Le Monde* », du 5 Juillet 2006 ²: « *une centrale à cycle combiné à gaz de 400 MW, fonctionnant 68% du temps annuel, rejette ainsi 960.000t de CO2 par an* ». Cette « *frénésie* » de MW - pour reprendre l'expression de H. Kempf - va totalement à l'encontre de la politique affichée par l'Etat d'une réduction d'un facteur 4 des rejets français. Mais elle permet de mieux comprendre la frénésie parallèle des projets actuels de développement de Terminaux Gaziers, dont 3 sont en cours d'examen – Le Verdon, Dunkerque, Le Havre – ou en voie d'extension – Montoir-St Nazaire et Marseille-Fos. Faut-il ajouter que la construction d'un gazoduc vers le bassin de Lacq peut laisser augurer – au vu de la discrétion affichée par l'industriel sur le sujet – des prolongations vers l'autre versant des Pyrénées ? Car le problème peut se résumer à ces deux variantes :

- soit le gaz est consommé par des centrales côté français, avec pour résultat d'aller à l'encontre de la politique française de réduction d'émissions.
- soit il est destiné au marché espagnol, et dans ce cas, peut-on s'interroger – et interroger 4Gas – pour savoir quels avantages justifient alors l'installation du terminal gazier côté français ?

Dans tous les cas de figure, ces projets de Terminaux Méthaniers s'inscrivent dans une « logique » qui ne correspond nullement aux priorités que les experts sérieux considèrent comme indispensables pour assurer les engagements internationaux de la France. Et c'est en effet à une aggravation de ces capacités excédentaires de production que conduirait, parmi d'autres, le projet de 4Gas au Verdon.

Pourquoi produire plus, puisqu'on est obligé d'exporter pour justifier les équipements ?

La situation créée par ces initiatives est même encore plus illogique, puisque dans le même temps, notre pays exporte vers ses voisins – à un rythme variable dans l'année – l'équivalent de la production de quelques 9 tranches nucléaires, ce qui confirme un suréquipement que nous critiquons depuis plusieurs décennies. Une production excédentaire qui permet certes à EDF de présenter un bilan financier positif, mais qui laisse aux Français à supporter ***sans aucune compensation*** les rejets radio-actifs « ordinaires » de ces réacteurs, les risques accidentels qui les accompagnent, et le traitement et le stockage de leurs déchets radio-actifs.

Mais comment oublier aussi les inconvénients qui accompagnent la création de lignes d'interconnexion à Très Haute Tension avec l'Espagne, dont le sujet est, comme par hasard, remis récemment sur le tapis par la Commission Européenne – au nom de la libéralisation du marché de l'énergie – et par le Ministre de l'Ecologie lui-même, Monsieur Borloo.

Ces constats, qui éclairent d'un jour nouveau le projet du Verdon, s'inscrivent aussi dans la perspective d'une politique énergétique que nous rejetons, parce qu'elle contredit totalement la nécessité reconnue par un très grand nombre d'experts, et que nous soutenons, celle d'une société ***sobre en énergie*** – comme l'a exprimé lui-même récemment le Ministre de l'Ecologie - au profit d'une offre toujours plus excédentaire, poussant la population à la surconsommation et rendant illusoire les efforts de maîtrise de la consommation.

Ceci constitue une première et majeure raison pour la SEPANSO, de s'opposer à ce projet.

² « Energie et climat : sortir de la frénésie ». H.Kempf, (« *Le Monde* », 5 Juillet 2006)

Un projet appuyé sur des partenaires lointains peu recommandables

La deuxième raison réside dans les caractéristiques du Groupe concerné, maître d'ouvrage. 4Gas est adossé aux fonds américains de pension Carlyle et Riverstone. D'autres que la SEPANSO ont rappelé les noms des personnalités cautionnant ces Fonds – en particulier Carlyle – et leurs liens avec les dirigeants américains actuels. On peut donc légitimement s'inquiéter de voir un point clé de l'approvisionnement énergétique français dépendre ainsi de facteurs excessivement politisés. De plus, on sait combien le facteur social est une donnée secondaire pour ces fonds, et du même coup, combien un tel investissement peut tourner court et de façon brutale, pour des raisons de mauvais rapport financier. Enfin, le dossier de 4Gas table sur une durée d'approvisionnement de 65 ans, qui est le chiffre fourni par l'Agence Internationale de l'Energie pour la durée probable des gisements de gaz. Toutefois, la même Agence – et avec raison – constate la croissance très rapide de la consommation mondiale de gaz. D'une part parce que c'est une énergie moins « salissante » que le charbon ou le pétrole, d'autre part et surtout, parce que les pays émergents – dont principalement la Chine – voient leur consommation d'énergie exploser littéralement. Dans ces conditions – qui entraînent déjà une montée impressionnante du baril de pétrole, il y a tout lieu de penser que les réserves de gaz naturel n'atteindront pas les 65 ans évoqués, et qu'il est extrêmement imprudent de miser sur une telle durée d'un Terminal Méthanier, d'autant que d'autres sont déjà beaucoup plus développés et bénéficieront donc d'un effet d'entraînement qui ne sera pas présent au Verdon. Contre ce risque de démantèlement précoce du site, des provisionnements financiers pour ce faire s'imposeraient donc, si le projet devait aller à son terme.

Quant à notre association, ce constat constitue pour nous une deuxième raison de refuser le projet.

Un projet en totale contradiction avec la vocation affichée du Nord Médoc

Se pose enfin la question de la compatibilité entre le projet de 4Gas et la vocation affichée de la Pointe du Médoc. Cette vocation, on le sait, est celle du tourisme. Elle a été clairement définie comme telle et défendue par les élus qui se sont succédés ces dernières décennies dans ce secteur de l'Aquitaine. Certes, le Port Autonome de Bordeaux avait, dans les années 70, préempté de vastes surfaces pour ses besoins de développement. S'agissant – comme aujourd'hui – de répondre aux exigences de rapidité des trafics de conteneurs, on sait qu'il n'y a rien là qui puisse former obstacle au volet touristique du Médoc. De même, le développement en cours du port de plaisance de Port Médoc forme une juxtaposition tout à fait compatible avec les activités du PAB. Par contre, on ne peut oublier la bronca qui a accompagné il y a 34 ans la tentative d'implantation de **Dow Chemical**. Ce choix de la chimie lourde avait déclenché une hostilité majeure vis-à-vis du projet.

Nous pensons que la même critique vaut pour le projet d'un Terminal Méthanier. Tout a déjà été dit en matière de risques, mais les probabilités restent seulement implicites sur le dossier du maître d'ouvrage. Tout est présenté bien sûr comme si cela devait marcher sans faille, sans problème, c'est-à-dire sans aucun aléa industriel. Or ceux-ci existent, même s'ils sont l'objet de toute l'attention des concepteurs. C'est pourquoi il est inacceptable de coller un site Seveso seuil Haut à proximité d'une agglomération et d'un port de plaisance appelé à être bondé de touristes en période estivale, alors que partout en France (et ailleurs) on fait la chasse à la proximité entre habitat et sites à risques. Les leçons d'AZF n'ont visiblement pas été tirées.

Ajoutons que nous trouvons aussi tout à fait inacceptable que le dossier concernant le développement d'un gazoduc à partir de ce Terminal soit disjoint de ce Débat Public. Il aurait au contraire dû être présenté dans le même cadre, tant il est vrai que le terminal seul, sans le gazoduc, n'a aucune raison d'être. Et que son impact environnemental, loin d'être

négligeable, sera considérable – à la fois par les problèmes de surfaces concernées, que par l'impact des déboisements nécessaires, en terme d'effet de serre.

Il est de plus dangereux de vouloir faire pratiquer par des géants (exemple : le « Gaselys » : 290 mètres de long, 43 mètres de large, 11,60 mètres de tirant d'eau) que sont les méthaniers modernes un chenal aussi instable que celui de l'entrée de la Gironde, au risque de mettre en danger, en cas d'avarie, l'ensemble de l'urbanisation de la rive droite, et surtout sa partie aval.

Ces questions de sécurité sont telles que le projet présenté par le maître d'ouvrage, et implanté à proximité d'un site résidentiel tel que Le Verdon/Soulac, nous conduit à un refus clair et définitif.

Au final, tant pour les raisons déjà connues (incompatibilité avec la vocation touristique de la presqu'île, contraintes pesant sur les postes voisins du PAB et de Port-Médoc, etc) que pour des raisons ayant trait à la politique énergétique de la France et à ses modalités d'action pour la maîtrise de ses rejets de GES, la SEPANSO - comme sa Fédération nationale FNE - s'oppose de la façon la plus ferme au projet de Terminal Méthanier de 4Gas.

Pour la Fédération SEPANSO
Pierre DELACROIX
Président d'honneur de la SEPANSO et de France Nature
Environnement, Professeur agrégé de géographie,
Capitaine au Long Cours

Qui sommes-nous ?

La SEPANSO est la fédération régionale des associations de protection de la nature de la région Aquitaine.

Déclarée d'utilité publique, elle comprend des sections départementales, locales ou spécialisées. Son rôle fédérateur n'est pas limité puisqu'en tant que fédération régionale représentant **France Nature Environnement** en **Aquitaine**, elle reste ouverte à l'adhésion de nouvelles associations locales ayant la même finalité désirant s'affilier à F.N.E.

Depuis plus de 30 ans déjà, elle suit l'évolution des milieux naturels en Aquitaine, elle étudie et surveille les risques et les conséquences des activités de l'homme sur la nature. Sa vigilance et ses actions permettent de dénoncer ou d'infléchir certains projets aux conséquences néfastes sur l'environnement. La prise en compte des contraintes écologiques permet, sans contrer une évolution équilibrée de notre société, de sauvegarder ou de mettre en valeur le cadre de vie ou les milieux naturels que nous lèguerons à nos enfants.

A ce titre, elle analyse et évalue les projets d'Aménagement du Territoire dans tous domaines : urbain, agricole, industriel, touristique, etc. Elle a ainsi depuis sa création publié de nombreuses contributions, dont par exemple le n° 83 de sa revue Sud-Ouest Nature, entièrement consacré à ce sujet, et plus récemment, des analyses sur les projets de transport en Aquitaine (Contournement de Bordeaux, autoroutes A 65, LGV Bordeaux-Toulouse et Sud-Europe-Atlantique, etc.).

La SEPANSO assure enfin, directement ou au travers d'une de ses sections départementales, la gestion de 4 réserves naturelles nationales pour le compte de l'État.

En accueillant le public dans ses réserves, et en allant au devant de tous et en particulier des enfants pour faire connaître la beauté, la richesse et la fragilité de nos milieux naturels, la SEPANSO assure de ce fait une mission de service public.

Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest

Secrétariat : 1, rue de Tauzia – 33800 BORDEAUX – 05 56 91 33 65

sepanso.fed@wanadoo.fr

<http://perso.orange.fr/federation.sepanso/>